

**RAPPORT DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE L'ÉCONOMIE
RELATIF À LA
MODIFICATION DE LA LOI SUR LES AMÉLIORATIONS STRUCTURELLES
À L'INTENTION DU PARLEMENT**

REALISATION DE L'INITIATIVE PARLEMENTAIRE NO 39

Delémont, le 26 juin 2024

Madame la Présidente du Parlement,
Mesdames et Messieurs les Députés,

La commission parlementaire de l'économie vous transmet, conformément à la loi d'organisation du Parlement (article 37) et au règlement du Parlement de la République et Canton du Jura (article 58), son rapport relatif à l'initiative parlementaire no 39 « Pour une composition des comités SAF représentative », dont l'examen a été confié à notre commission par le Bureau, après la décision du Parlement d'y donner suite le 15 février 2023.

1. Contexte et objectif de l'initiative parlementaire

Déposée le 26 octobre 2022 par la députée Josiane Sudan (PDC), l'initiative parlementaire no 39 intitulée « Pour une composition des comités SAF représentative » a été traitée par le Parlement lors de la séance du 15 février 2023. Ce dernier a décidé de lui donner suite en l'acceptant par 56 voix.

Lors de son intervention, l'auteure a mentionné les remaniements parcellaires de grande ampleur actuellement en cours dans le Jura, notamment dans la commune de Haute-Ajoie, qui constitue à ce jour le plus grand remaniement parcellaire de Suisse avec 4'100 parcelles pour 2'353 hectares. Cette commune fusionnée englobe les villages de Chevenez, Damvant, Roche-d'Or, Réclère et Rocourt. Elle a rappelé que dans les syndicats d'amélioration foncière (SAF), le comité joue un rôle central, en assurant la direction de l'entreprise tout au long du processus qui s'étale souvent sur une durée de 10 à 15 ans.

Actuellement, selon l'article 56, alinéa 1 de la loi sur les améliorations structurelles, le comité du SAF est formé de trois à neuf membres. L'initiative parlementaire prévoit d'augmenter le nombre maximal de membres du comité de 9 à 20 membres, ceci afin d'assurer une bonne représentativité des propriétaires fonciers et des différentes sensibilités lorsque les périmètres sont très étendus et variés, tant au niveau de la topographie que du type de culture pratiquée. Elle propose de modifier l'article 56, alinéa 1, de la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles (RSJU 913.1), comme suit :

Art. 56, al. 1 : Selon l'importance de l'entreprise, le comité est formé de trois à vingt membres dont la majorité doivent être membres du syndicat.

Au cours du débat parlementaire, le Gouvernement a soutenu l'initiative et la proposition de modification de la loi cantonale sur les améliorations structurelles. Il partage l'avis qu'il est important que les diverses sensibilités puissent être représentées au sein de l'organe exécutif des SAF, qui plus est lorsque les remaniements concernent des périmètres très étendus.

Le Gouvernement a toutefois relevé qu'un nombre maximal impair de 19 ou 21 membres serait plus adéquat, car avec 20 membres, la règle de majorité serait ainsi plus difficile à appliquer, précisant également qu'il s'agit bien d'un nombre maximum qui ne sera que rarement utilisé car cela représente beaucoup de monde pour un organe exécutif.

2. Examen en commission

La commission de l'économie a traité le sujet au cours de ses séances d'avril, mai et juin 2023. Conformément à l'alinéa 2 de l'article 49 du règlement du Parlement, l'auteure de l'initiative parlementaire, Josiane Sudan, a été invitée à siéger au sein de la commission avec voix consultative lors du traitement de cet objet. Elle n'était toutefois pas disponible aux dates des séances concernées.

Il est ressorti des débats de la commission que la proposition avait du sens et pouvait être soutenue. Les superficies nées de certaines fusions de communes sont parfois très étendues. L'exemple du comité du Syndicat d'amélioration foncière (SAF) de Haute-Ajoie, constitué en septembre 2022, a montré la nécessité d'une adaptation du nombre maximal de membres du comité pour, notamment, favoriser une bonne représentativité des diverses sensibilités au comité du SAF. Dans le cas de Haute-Ajoie, des membres avec voix consultative ont été désignés afin de respecter la base légale cantonale et pouvoir tout de même réunir autour de la table des personnes de toutes les localités et de diverses sensibilités de cette grande commune. Dans ce cadre, il a été souligné que les enjeux des remaniements parcellaires ne sont pas qu'agricoles mais aussi environnementaux et paysagers. Les membres de la commission ont jugé important que les représentants des associations de défense de l'environnement puissent être intégrés aux discussions et aux décisions.

Le débat a également permis de mettre en lumière qu'il s'agit ici d'un nombre maximal. La marge de 3 à 20 est importante et les frais du comité ne sont pas subventionnés. S'il est important de permettre aux diverses sensibilités d'être représentées, il faut aussi veiller aux coûts de ces organes et à leur bon fonctionnement. Dès lors, il paraît vraisemblable que le nombre maximal ne sera qu'exceptionnellement utilisé. En effet, un nombre élevé de membres au sein d'un comité peut parfois mener à moins d'efficacité dans les débats. Il s'agit de trouver un juste milieu.

Le ministre du Département de l'économie et de la santé a proposé de fixer à 19 le nombre maximal de membres des comités des SAF.

La commission de l'économie a admis qu'un nombre impair est préférable pour faciliter l'application de la règle de majorité. Elle a donc retenu le nombre maximal de 19.

3. Proposition de la commission et modification des dispositions légales

Au terme des discussions, et en regard des remaniements parcellaires de grande ampleur en cours ou encore à venir dans le Canton du Jura, la commission de l'économie propose d'augmenter le nombre maximal de membres des comités des SAF de 9 à 19 membres.

Elle propose de modifier l'article 56, alinéa 1, de la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles (RSJU 913.1), comme suit :

Art. 56, al.1 : Selon l'importance de l'entreprise, le comité est formé de trois à dix-neuf membres dont la majorité doivent être membres du syndicat.

4. Avis du Gouvernement

Dans sa prise de position du 4 juin 2024, le Gouvernement, après examen de la situation, soutient la proposition formulée par la commission de l'économie de donner suite à l'initiative parlementaire no 39, en adaptant l'article 56, alinéa 1, de la loi sur les améliorations structurelles (RSJU 913.1) et en augmentant ainsi le nombre maximal de membres des comités des SAF de 9 à 19 membres.

5. Consultation publique

Vu les avis exprimés en commission et par le Gouvernement, la commission a décidé de renoncer à consulter les milieux concernés et, partant, à la mise sur pied d'une procédure de consultation publique.

6. Conclusion

A l'issue de l'examen de l'initiative parlementaire no 39, la commission de l'économie invite le Parlement à suivre son préavis et à donner suite à l'initiative en adaptant l'article 56, alinéa 1, de la loi sur les améliorations structurelles (RSJU 913.1) et en augmentant ainsi le nombre maximal de membres des comités des SAF de 9 à 19 membres.

La commission remercie le ministre en charge de l'économie ainsi que le chef du Service de l'économie rurale pour les informations détaillées données en séance.

Veuillez croire, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, à l'assurance de notre considération distinguée.

AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ECONOMIE

La présidente :



Anne Froidevaux

La secrétaire :



Annabelle Simon Chavanne

Annexes :

- Texte de l'initiative parlementaire no 39
- Projet de modification de la loi sur les améliorations structurelles

Pour une composition des comités des SAF représentative

Josiane Sudan (PDC)

Dans les syndicats d'améliorations foncières (SAF), le comité joue un rôle central. Il assure la direction de l'entreprise tout au long du processus qui s'étale souvent sur une durée de dix à quinze ans. Il constitue l'interface et le relais entre les propriétaires fonciers, les exploitants, les instances cantonales et fédérales, la commission d'estimation, la direction technique et les autres mandataires.

Sa composition se doit ainsi de refléter la sensibilité, la provenance et les intérêts des différents propriétaires et exploitants membres du SAF. Plusieurs grands syndicats se sont constitués récemment ou vont le faire tout prochainement. Les périmètres concernés sont particulièrement étendus et variés avec des secteurs en plaine, en zone des collines, et en zone de montagne un et deux, avec des grandes cultures intensives et des surfaces herbagères plus extensives. Ils intègrent des localités avec des intérêts parfois divergents et des situations différenciées en termes de morcellement et de qualité de la desserte.

Selon l'art. 56, al.1, de la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles (LAS RSJU 913.1), le comité est formé de trois à neuf membres. Si ce plafond peut sembler suffisant pour un SAF de quelques centaines d'hectares avec quelques dizaines de propriétaires, tel n'est manifestement pas le cas, pour des SAF dépassant largement les 1'000 hectares avec plus de 400 propriétaires et qui s'étendent à quatre ou cinq localités. Si l'on veut assurer une représentativité suffisante des modes d'exploitation (conventionnel / bio, grandes cultures, herbages, élevage, production laitière, etc.), des différentes localités, en intégrant également les propriétaires non-exploitants ainsi que les milieux de la protection de la nature et du paysage, il y a lieu d'augmenter le nombre maximal de membres du comité.

Dès lors nous proposons au Parlement de modifier l'art. 56, al.1, de la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles (LAS RSJU 913.1) ainsi :

Art. 56, al.1
Selon l'importance de l'entreprise, le comité est formé de trois à vingt membres dont la majorité doivent être membres du syndicat.

Josiane Sudan (PDC)

Co-signataires

- Bernard Studer (PDC)
- Serge Beuret (PDC)
- Boris Beuret (PDC)
- Olivier Goffinet (PDC)
- François Monin (PDC)
- Marcel Meyer (PDC)
- Anne Froidevaux (PDC)
- Stéphane Theurillat (PDC)
- Jacques-André Aubry (PDC)
- Vincent Eschmann (PDC)

- Lionel Maitre (PDC)
- Florence Boesch (PDC)
- Amélie Brahier (PDC)
- Magali Voillat (PDC)
- Jean-François Pape (PDC)

Intervention déposée officiellement le 26 octobre 2022

Documents annexés

Loi sur les améliorations structurelles

Projet de modification du

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête :

I.

La loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles¹⁾ est modifiée comme il suit :

Article 56, alinéa 1 (nouvelle teneur)

¹ Selon l'importance de l'entreprise, le comité est formé de trois à dix-neuf membres dont la majorité doivent être membres du syndicat.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

La présidente :
Pauline Godat

Le secrétaire général :
Fabien Kohler

¹⁾ RSJU 913.1